

critique et honteuse : « Sont attribués... » Voilà dix années qu'une bande de louches ou malhonnêtes mandataires de la justice française liquident le patrimoine des œuvres d'enseignement, de charité et de prière que détenaient les Congrégations. Tout ce que la piété des siècles avait voué au soulagement des pauvres, à la splendeur du culte, au bien des âmes et à la prière pour les morts, a été volé, ravagé, galvandé, mis au pillage.

Il restait toutefois, jusqu'en ces dernières années, une prière officielle qui du patrimoine de la patrie montait encore vers le ciel : Dieu protège la France !

Cette prière était gravée sur les objets qui sont le symbole et l'instrument d'échange de la richesse : les pièces de monnaie, frappées aux armes de la nation.

Dieu protège la France ! C'était comme la fortune du pays qui implorait la Providence pour qu'elle continue de déverser sur nous les largesses de la munificence divine.

On a biffé aussi cette dernière formule. Et voilà que l'extraordinaire fortune de notre patrie bénie du ciel semble se tarir.

Elle ne monte plus, disent les économistes. Elle baisse, disent les statistiques de l'année.

Depuis longtemps notre récolte de froment suffisait largement à la consommation. A part quelques blés spéciaux qui arrivaient dans nos ports, nous n'achetions rien à l'étranger. Cette année, les estimations les plus réduites évaluent le déficit à 20 millions d'hectolitres, soit près d'un demi-milliard d'or que nous devrons donner à l'étranger pour manger du pain.

De même la récolte du vin. Elle a été presque nulle. La Champagne et la Bourgogne ont à peine vendangé : main-d'œuvre perdue, renchérissement du vin, insuffisance pour la consommation nationale. Que de centaines de millions encore à notre passif !

Au lieu d'exporter comme tous les ans des quantités importantes de pommes de terre en Angleterre et ailleurs, nous sommes obligés d'en acheter à l'étranger. Un journal évaluait l'autre jour à 45 millions la quantité d'or qui passera la frontière de ce chef.

Pour le sucre, déficit l'an dernier, déficit cette année, qu'on